

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Prions

La maladie de la banque folle

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 24 avril 2009

Démocratie & Socialisme

Si l'on en croit la plupart des médias, les banques américaines auraient renoué avec les profits au 1er trimestre. Au bord de la faillite, à la fin de 2008 elles auraient opéré un redressement des plus spectaculaires. Sur les trois premiers mois de 2009, Bank of America affiche un bénéfice de 4,25 milliards de dollars. Wells Fargo, JP Morgan Chase, Golden Sachs et Citigroup affichent respectivement des bénéfices de 3 milliards de dollars, 2,14 milliards, 1,8 milliards et 1,6 milliards.

Le miracle tant attendu serait donc arrivé : la crise bancaire (par laquelle tout avait commencé) se terminerait et la récession n'aurait donc plus que peu de temps à vivre. Pourtant, si l'on examine un peu plus attentivement les résultats de ces banques, l'euphorie de commande à tendance à se transformer en brumes des plus électriques. Le prix Nobel d'économie Paul Krugman, dans sa tribune du New York Times du 17 avril considérait, quant à lui, que ces résultats étaient « un peu comiques »...

Les aides de l'Etat

Bank of America a reçu 45 milliards de dollars d'aide de l'Etat et dégagerait un bénéfice de 4,25 milliards. C'est une façon de voir les choses. L'autre façon serait de considérer que les pertes de Bank of America ne s'élèvent plus (pour le moment) qu'à 37,75 milliards de dollars.

Le raisonnement est identique pour Wells Fargo qui a reçu 25 milliards d'aide de l'Etat, pour JP Morgan Chase (25 milliards), Golden Sachs (10 milliards) ou Citigroup (45 milliards)...

En réalité, le miracle annoncé plus haut n'est que la énième répétition du fameux principe « socialisation des pertes et privatisation des bénéfices ». Avec, quand même, une innovation de taille : la transmutation se fait en temps réel. Les pertes viennent à peine d'être socialisées, payées par le contribuable américain, que déjà, les profits sont privatisés.

Les taux de la réserve fédérale

Les banques américaines prêtent (en général) à des taux avoisinant 6 ou 7 % mais empruntent à un taux proche de zéro à la Réserve Fédérale. Il n'est pas très difficile dans ces conditions de faire des profits.

Mais qui paiera l'addition de ces taux à prêts zéro qui ne pourront être financés que par l'emprunt (qu'il faudra rembourser) ou par la planche à billets (ce qui diminuera encore le revenu des salariés américains) ?

Les licenciements

C'est l'aspect le plus ignoble de ce soi-disant miracle. Les dirigeants des banques américaines qui continuent à se gorger de bonus et de parachutes dorés n'ont pas hésité à licencier 260 000 salariés du secteur bancaire en 2008.

Des salariés qui ne portent strictement aucune responsabilité dans la crise mais qui ne sont là que comme variables

d'ajustement pour corriger les folies financières de leurs dirigeants.

Le changement des normes comptables américaines

Durant les années 1980, lorsqu'une entreprise ou une banque détenait des titres en portefeuille, elle devait les comptabiliser à leur prix d'achat. Si entre temps, leur cotation en bourse avait augmenté la valeur de l'action, il n'était pas possible d'enregistrer la plus value potentielle. En revanche si le cours boursier du titre était inférieur à son prix d'achat, l'entreprise ou la banque qui détenait ce titre devait passer une provision qui venait diminuer son bénéfice. C'était une règle marquée du sceau d'une certaine prudence.

Dans les années 1990 avec le gonflement de bulles spéculatives successives et la hausse de la valeur des actions, les banques n'ont plus accepté ce système. Elles ont exigé que les titres qu'elles détenaient soient valorisés au prix du marché, c'est-à-dire à la valeur de leur cotation en bourse. Elles y avaient tout intérêt, cela augmentait leurs surfaces financières et leurs bénéfices. Ce processus a culminé dans l'adoption en 2007 de la norme FAS 157 imposant que les actifs et passifs négociables soient évalués à leur « juste valeur » et donc à la valeur fixée par le marché.

Mais quand le système bancaire a commencé à s'effondrer et que le système boursier à suivi, la valeur des actions détenues par les banques s'est elle aussi effondrée. Le marché n'était même plus capable de les coter, de leur donner une valeur. Du coup, les bilans se sont trouvés plombés et les pertes multipliées.

Aujourd'hui, les banques ne veulent plus de ce système qu'elles estiment responsable de l'accélération de la crise. Elles ont donc obtenu que le congrès américain adopte une nouvelle norme comptable : la norme FAS 157-e.

Cette norme permet maintenant à chaque banque de déterminer « la juste valeur » des titres qu'elle détient « grâce à des modèles mathématiques de valorisation qui recréent, théoriquement, le prix auquel aurait abouti une opération équilibrée dans un marché liquide » (Dominique Baert et Gaël Yanno, rapporteurs sur le rôle des normes comptables auprès de l'Assemblée Nationale).

C'est, d'abord, l'aveu que le marché, ça ne marche pas, que les « lois du marché » et de sa fameuse « main invisible » relèvent de la farce puisqu'il faut leur substituer un modèle mathématique qui ne peut fonctionner qu'en dehors de la réalité.

C'est aussi la possibilité pour les banques américaines de pouvoir maintenant donner la valeur qu'elles veulent aux titres (actifs) qu'elles détiennent. Rober Willens qui fût directeur de Lehman Brothers, considérait que la mise en oeuvre de cette nouvelle norme permettrait d'améliorer de 20 % en moyenne les résultats des banques. C'est une autre explication du miracle bancaire américain. Ils ont cassé le thermomètre, ce n'est pas pour autant que la fièvre a disparu.

D'autres innovations financières et comptables

Goldman Sachs ayant changé son statut de banque d'affaires pour celui, plus modeste, de holding bancaire, se retrouva dans l'obligation d'aligner son exercice comptable sur l'année calendaire. Cela tombait à pic pour la banque puisque le premier trimestre du holding bancaire commençait le 1er janvier 2009 alors que le dernier trimestre de la

banque d'affaires se terminait le 30 novembre 2008. Du coup, le mois de décembre 2008 passa à la trappe et les 780 millions de dollars de perte enregistrées ce jour là suivirent le même chemin : ils ne seront enregistrés nulle part ! Sans ce coup du destin, le bénéfice de Goldman Sachs n'aurait pas été de 1,81 milliards de dollars mais simplement de 1,03 milliards.

Citigroup (N°1 mondial) est allé encore plus loin. La banque a enregistré une plus-value de 2,5 milliard résultant de la dépréciation de certaines créances. Du fait de sa situation préoccupante et de sa perte prévisible de 900 millions, elle a estimé que les investisseurs auraient infligé une décote à ses titres de créances. Ses titres de créances valant moins chers, la banque pourraient les racheter moins chers sur le marché et s'épargnerait ainsi 2,5 milliards de remboursement que la législation comptable lui a aussitôt permis d'ajouter à son bénéfice. Au lieu d'une perte de 900 millions, Citigroup présente donc un bénéfice de 1,6 milliards de dollars.

« En d'autres termes, comme l'écrit Guy Legrand, si City group avait été en bonne santé, ses créances ne seraient pas dépréciés à ce point, elle n'aurait pas pu afficher cette plus value-virtuelle, et elle aurait donc été en perte ! Cherchez l'erreur... »

Le miracle n'a pas eu lieu

On aura compris qu'avec de telles méthodes, les bilans de ces banques n'ont plus guère de fiabilité. Cela n'améliorera certainement pas les rapports des banques entre elles puisqu'elles refusaient déjà de se prêter le moindre cent l'une à l'autre, tant elles estimaient opaques leurs bilans.

Cela ne changera rien à l'existence de 3 100 milliards de dollars de « créances pourries » (appelés pudiquement « actifs toxiques »), selon les dernières estimations du FMI pour les banques Etats-Uniennes.

Cela ne changera rien à la crise des cartes bancaires et des crédits Alt-A, une catégorie de prêts qui s'avèrent maintenant aussi risquée que celle des « subprime ».

Et la récession, elle aussi, continuera à accentuer la crise bancaire : des entreprises, des salariés licenciés qui étaient solvables hier ne le seront plus demain et viendront ajouter leurs créances aux « créances pourries » des banques.

Le réveil risque d'être brutal.

Jean-Jacques Chavigné